

Réindustrialiser la France ?

BERNARD ZIMMERN

Le thème de la réindustrialisation de la France est apparu peu avant les élections présidentielles françaises de 2007. Depuis, il est devenu un thème récurrent des politiques que certains voudraient voir mises en place. Il s'appuie sur une analyse comparative des économies française et allemande, et voudrait expliquer, en particulier, la chute de notre commerce extérieur et les pertes croissantes de notre balance des comptes, par le manque d'entreprises de taille intermédiaire – entre 250 et 5 000 salariés (ETI) – et particulièrement d'ETI tournées vers les fabrications comme celles du Mittelstand allemand.

Cette thèse a pénétré les milieux gouvernementaux et anime un credo largement repris par notre haute administration. Elle a donné lieu à la reconnaissance officielle des ETI et pourrait entraîner d'importantes mesures fiscales et financières pour encourager leur développement.

À une époque où l'État est très endetté et où il est crucial d'utiliser au mieux nos ressources, il n'est donc pas sans conséquences concrètes d'examiner s'il existe réellement un déficit d'ETI et si nous avons quelque chance de revitaliser notre Mittelstand. Pour cela, examinons à travers l'histoire de sa décadence le chemin qu'il y aurait à refaire. Demandons-nous si l'exemple allemand est vraiment déterminant et s'il n'existe pas d'autres voies ayant beaucoup plus de chances de réussite.

J'utiliserai au cours de cette étude, en les citant longuement, les témoignages de Philippe Périnet-Marquet et de Georges Duréault, que je remercie de leur aide précieuse.

B. Z.

Nous manquons d'entreprises

TOUTES les analyses statistiques que nous avons pu mener ou celles que vient de publier *Ernst and Young* (« Grandir en Europe », 2008) convergent pour montrer que, si nous manquons en effet d'ETI par rapport aux Allemands, nous manquons

encore plus de très grandes entreprises (plus de 5 000 salariés). Et ce handicap est aussi marqué avec la Grande-Bretagne qui est pourtant autant désindustrialisée que nous. Autrement dit, le diagnostic d'une économie malade par manque d'un *Mittelstand* n'est absolument pas confirmé par les faits.

Tableau 1
Nombre d'entreprises par taille

	France	Royaume-Uni		Allemagne	
		<i>ratio avec la France</i>		<i>ratio avec la France</i>	
20 à 250 salariés	82 910	71 298	0,86	105 457	1,27
ETI (250 à 5 000 salariés)	5 123	10 021	1,95	10 428	2,03
Plus de 5 000 salariés	202	626	3,21	367	1,81

Analyses comparatives Ernst and Young fondées sur la base Amadeus

Le tableau 1, tiré du rapport précité (page 11 ; chiffres 2008), parle de lui-même.

Les analyses comparées France/Royaume-Uni à partir des études du pH Group (1)

Une comparaison fine avec le Royaume-Uni, qui, malgré un déficit commercial important, affichait avant la crise une santé économique insolente et dont pendant la crise le chômage est resté en dessous de 8 % alors qu'il est toujours resté supérieur à 8 % en France depuis 1985, apporte un éclairage bien différent. Les statistiques prouvent que nous avons autant d'entreprises moyennes en

France que chez nos voisins d'outre-Manche et que les emplois sont comparables voire légèrement supérieurs pour les entreprises de moins de 2 000 personnes (voir graphique 1). C'est à partir des catégories de taille supérieure que l'écart se creuse avec les Anglais, à leur avantage, et qui est flagrant pour les entreprises de plus de 20 000 salariés. Ce déficit en grandes entreprises expliquerait à lui seul un écart de plus de 2 millions d'emplois marchands entre nos deux pays !

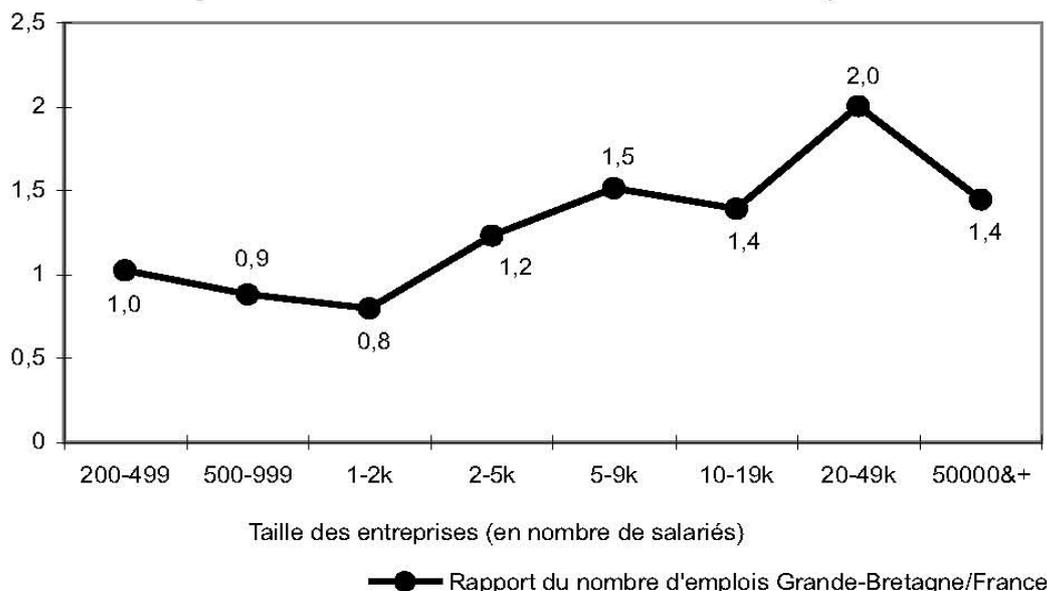
La filialisation n'explique pas ce déficit

Une théorie souvent avancée pour expliquer ces différences et réhabiliter la théorie du manque d'ETI est de supposer que les grandes entreprises françaises seraient éclatées entre une multitude d'entreprises filiales. Ainsi, nos grandes entreprises, comme le

(1) Le pH Group est une filiale du Groupe Experian (spécialisée en cotations financières), qui a développé des bases de données sur l'ensemble des entreprises françaises et anglaises.

Graphique 1

Comparaison estimée des effectifs salariés en France et au Royaume-Uni



Source : pH group-Experian, Insee.

Lecture : l'indicateur exprime le rapport du nombre de salariés en Grande-Bretagne sur le nombre de salariés en France estimés d'après le nombre d'entreprises dans chaque classe de taille.